



Sections du Bas-Rhin

Strasbourg le 6 mars 2019

Comme nous vous l'avons annoncé, l'intersyndicale Solidaires, FO, CGT, CFDT a demandé une audience à la Directrice. Elle nous a reçu le 5 mars à 15h30.

1) Notre question principale : quel avenir pour la DRFIP ? Quels projets de réforme ?

La directrice affirme qu'aucune décision n'est encore prise et que tout est suspendu à la fin du Grand débat et au futur feu vert de la DG. En même temps, qui dit feu vert dit projet initial...

Selon la directrice c'est un processus lent qui s'étalera sur plusieurs années de toutes façons.

2) Une donnée inconnue conditionne la hauteur des restructurations : le chiffre de suppression d'emplois.

Le chiffre national annoncé d'ici la fin du quinquennat se situe entre 18 000 et 20 000 emplois.

Ce chiffre n'est ni confirmé ni infirmé, mais il y aura des suppression dans notre département : « ce sera drastique » dit- elle.

3) A notre demande, elle a fait le tour des chantiers en cours qui vont en partie conditionner l'évolution des structures :

- le PAS
- la suppression de la TH ou non
- le télétravail
- le travail à distance
- la fin du numéraire
- l'accueil sur RDV
- l'harmonisation des procédures de recouvrement

....

4) Quels sont les critères qui président à la réflexion sur la « géographie revisitée » ?:

- les bassins de vie (ou habitent volontiers les collègues)
 - les bassins d'emplois
 - les sites domaniaux DGFIP
 - les transports en commun
- et éventuellement le départ à la retraite du chef de service...

Les orientations nationales seront déclinées localement mais on ne sait pas quand, ni comment :

- il y aura des regroupements importants de SIP et de SIE.
- on pourra garder un site ou il n'y aura plus qu'un SIE et un autre ou il n'y aura plus qu'un SIP (structure à hauteur de 50 personnes maxi).
- les SIP et SIE de Strasbourg devraient fusionner. La Directrice n'a pas voulu nous répondre quant au devenir d'Illkirch et de Schiltigheim. L'avenir de Sarre-Union et de Wissembourg s'assombrit.

- sur la question des trésoreries hospitalières, HUS mis à part, des regroupements seront calqués sur les GHT (groupements hospitaliers de territoire), décidés par l'ARS (agence régionale de santé), avec une possibilité de mutualisation avec la Moselle dans le nord et le Haut Rhin dans le sud. En plus des HUS, il devrait y avoir une autre « trésorerie » hospitalière spécialisée, à priori dans le Nord du 67. Les EPHAD feront partie de ces « trésoreries » hospitalières.

- aucun service de la métropole ne semble visé par une délocalisation même si « *un service significatif* » doit sortir de l'eurométropole. Comprenez qui pourra.

- aucune collectivité n'est candidate pour l'instant à la création d'une agence comptable.

- Les trésoreries vont être supprimées au profit d'une organisation en front office [1 cadre A par EPCI, parfois pour 2 EPCI (établissement de coopération intercommunale)] et quelques back-offices (plus de 1, 3 maxi comme le demande le DG, plus?) de 30 à 50 agents, avec accueil ou pas ? Avec caisse sans numéraire ou pas ?

5) Sur les maisons de service au public (MASP) et les points de contact :

Il faut multiplier les « points de contact », passer de 28 à 34 dans le 67, en évaluant les sites déjà existants, estampillés DGFIP ou non.

La volonté de créer ces nouveaux points de contact est réelle, mais la mise en œuvre n'est pas très claire (RDV dans une MSAP, contact téléphonique, contact vidéo, demie-journée/semaine dans certaines mairies...mais pas de camping-car pour l'instant !).

6) Sur la décision de fermeture de l'accueil le vendredi matin, nous lui avons demandé pourquoi elle avait pris cette décision sans concertation avec les organisations syndicales et pourquoi elle avait traité le 35 avenue des Vosges, qui compte une équipe dédiée, de la même manière que les autres sites qui doivent « tourner » à l'accueil.

La Directrice dit que la décision est provisoire jusqu'à la campagne IR.

Sur le 35, elle n'a pas voulu le traiter différemment des autres sites, l'évolution des modalités d'accueil prendront en compte le développement de l'accueil sur RDV et de la dématérialisation.

Elle précise que durant les périodes de fermetures, les agents d'accueil du 35 continuent à faire de l'accueil téléphonique et électronique.

Conclusion :

Au bout d'1h45 d'audience, certes la directrice a communiqué « *avec un grand sourire* » dit-elle (comme dans les DNA !), sans qu'aucune information réelle n'ait été dévoilée.

La direction n'a pas résisté à la tentation de nous mettre en garde : « *Surtout n'en dites pas trop vous allez angoisser les collègues* ».

**Nous invitons les collègues, angoissés ou non,
à se mettre massivement en grève les 14, 19 et 28 mars
pour exiger l'abandon de la réforme de la DGFIP à la hache.**



**EMPLOIS, RÉSEAU, MISSIONS
TOUS EN GRÈVE
LE 14 MARS**

